

LA REVALORISATION 2009 DES PENSIONS ET ALLOCATIONS ANNONCÉE

Les retraités n'auront pas attendu trop longtemps

Dans l'édition du Soir d'Algérie de mercredi dernier, datée du 29 avril 2009, espace «Retraite», nous avons titré «Un 1^{er} Mai 2009 sans revalorisation annuelle des pensions/Et pourtant la loi est claire !» La réaction des pouvoirs publics ne s'est pas faite attendre, puisque 24h plus tard, soit le jeudi 30 avril, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale annonçait enfin qu'«il sera procédé dans les tout prochains jours à la revalorisation annuelle des retraites en fonction des moyens financiers de la CNR», et que «cette mesure intervient sur instruction du président de la République».

Visiblement, du côté de la présidence de la République, on a dû s'interroger sur les raisons de la non-application — dans les délais — des dispositions relatives à la revalorisation annuelle des pensions, dispositions contenues dans la loi sur les retraites et qui obligent le ministre concerné à signer un arrêté d'application. A notre tour de nous poser la question, comme nous l'avions déjà fait à plusieurs reprises dans ces colonnes : pourquoi le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale tarde à chaque fois à appliquer la loi, juste la loi ? Pour rappel, en 2008, on a eu droit au même scénario, mais, plus grave encore, avec plusieurs mois de retard. Dans *le Soir d'Algérie* du 3 septembre 2008, nous écrivions que «la CNR n'a toujours pas annoncé de revalorisation des pensions et allocations de retraite pour 2008.

Il faut rappeler qu'il s'agit là d'une disposition figurant dans la loi et «applicable» à compter du 1^{er} mai de chaque année. Aux dernières nouvelles, le conseil d'administration de la CNR aurait fait des propositions de taux de revalorisation, mais le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale n'y est toujours pas favorable, et ce, semble-t-il pour des raisons financières, alors que la CNR a dégagé un budget pour cette opération». Une semaine plus tard, dans *le Soir d'Algérie* du 3 septembre 2008, nous annonçons que «Bouteflika a désavoué son ministre en charge des retraites qui refusait jusqu'à ce jour de prendre l'arrêté de revalorisation, a contrario de la loi sur la retraite, sous prétexte que la situation financière de la Caisse nationale des retraites (CNR) ne le permettait pas». Et de publier l'extrait du communiqué officiel, relatif à cette

question où le chef de l'Etat «... invite (...) M. le ministre chargé de la Sécurité sociale à autoriser la revalorisation annuelle des retraités des travailleurs salariés qui devait être mise en place depuis le 1^{er} mai. La Caisse nationale des retraites a quelques difficultés d'équilibre financier, mais cela ne peut justifier la non-perception par les retraités salariés d'un droit que leur confère la loi», a-t-il ajouté.

La loi, rien que la loi

Revenons maintenant aux déclarations du ministre du 30 avril 2009 : «Il sera procédé dans les tout prochains jours à la revalorisation annuelle des retraites en fonction des moyens financiers de la CNR», et que «cette mesure intervient sur instruction du président de la République». Ces propos nous interpellent sur deux aspects. Le premier a trait au taux de revalorisation fixé par le

ministre : il sera tributaire de la trésorerie de la CNR. Est-ce à dire que la situation financière de cet organisme est dans le rouge ? Si c'est le cas, que les pouvoirs publics fassent l'effort d'en informer les concernés — cotisants actifs et retraités. Tout en précisant que la CNR a déjà inscrit le coût de cette revalorisation dans son budget prévisionnel pour 2009, budget normalement approuvé par le ministre de tutelle, conformément au décret exécutif n°92-06 du 4 janvier 1992 «portant statut juridique des organismes de Sécurité sociale et organisation administrative et financière de la Sécurité sociale» (Journal officiel n°2 du 8 janvier 1992). Le deuxième aspect de la déclaration du ministre — «cette mesure intervient sur instruction du président de la République» — laisse perplexe et que cache-t-elle ? Veut-on faire croire que la déci-

sion de la revalorisation pour 2009 serait un acte de générosité et de largesse émanant du gouvernement ? Si c'est le cas, c'est contre-productif pour les pouvoirs publics, car personne n'est dupe : la revalorisation est une mesure contenue dans la loi, elle est financée par le seul argent des assurés sociaux, et n'est pas à la charge du budget de l'Etat. Dans notre édition du *Soir d'Algérie* du 29 avril 2009, espace «Retraite», nous écrivions, voyant venir la tentative de supercherie : «Ce n'est pas encore en 2009 que leur droit légal à la revalorisation annuelle de leur pension sera libéré de toute contingence politique ou autre manipulation circonstancielle.»

La revalorisation annuelle des pensions et allocations n'a qu'une seule paternité : la loi, rien que la loi. Et nul n'est au-dessus de la loi.

Djilali Hadjadj

P
O
N
T
D
E
V
U
E

A propos de l'application du barème IRG aux pensions de retraite

Tout d'abord, je voudrais remercier le personnel du journal *le Soir d'Algérie* pour l'effort qu'il n'a cessé de faire par le biais de la rubrique «Retraite» paraissant chaque mercredi, laquelle a contribué à la solution d'un certain nombre de problèmes que rencontre la catégorie du personnel retraité. Ceci, en l'absence d'une structure prenant en charge les doléances des retraités en les faisant entendre auprès du pouvoir exécutif.

Egalement, je voudrais essayer d'apporter ma modeste contribution quant à la décision du gouvernement d'exonérer du paiement de l'IRG les pensions de retraite dont le montant est inférieur à 20 000 DA et de laisser celles dépassant même légèrement ce seuil soumises au paiement de l'IRG. A mon avis, il y a erreur commise par les services de la CNR en ce qui concerne l'application de ladite décision. En effet, logiquement, c'est la partie de la

pension venant en excédent du seuil fixé de 20 000 DA qui sera soumise au paiement de l'IRG et non la totalité comme il est pratiqué actuellement par les services de la CNR. En agissant ainsi, la catégorie des retraités dont le revenu dépasse légèrement le seuil indiqué se trouve très lésée. Chose que nous allons voir à travers l'exemple chiffré, ci-dessous, à titre d'exemple et de comparaison je prends deux personnes A et B, toutes les deux retraitées. Supposons que la personne A ayant une pension (cotisation de sécurité sociale déduite) d'un montant de 19 990 DA, le montant de l'IRG selon le barème en vigueur s'élève à 998 DA. Mais selon la loi du mois de juillet 2008, ce retraité ne paiera pas le montant de 998 DA, car il est dispensé du paiement de l'IRG ; par conséquent, son revenu net demeure inchangé, c'est-à-dire 19 990 DA.

Supposons maintenant que le retraité B a une pension

après déduction de la sécurité sociale s'élevant à la somme de 20 010 DA, d'où l'IRG correspondant s'élève à 1 002 DA selon le barème 2008 ; en conséquence, le revenu net que perçoit le retraité B sera comme suit : 20 010 - 1 002 = 19 008 DA. Conclusion, le retraité B percevra un revenu inférieur de 982 DA, du fait que 19 990 - 19 008 = 982 DA. Or, l'écart existant entre les pensions A et B — avant le calcul de l'IRG —, qui est seulement de 20 DA (20 010 imposable - 19 990 exonéré = 20 DA), se transforme en différence de 82 DA après calcul de l'IRG mais au profit du retraité A ! D'où il ressort qu'un avantage de 20 DA sur la pension en faveur du retraité A en appliquant ladite décision lui occasionnera une perte par rapport au retraité B d'une valeur proche de 1 000 DA, comme il est démontré à travers l'exemple détaillé ci-dessus.

D. Mihoub

Courrier des lecteurs

Allocation de retraite pour femmes non salariées

J'ai l'honneur de solliciter votre haute bienveillance de bien vouloir me préciser mes droits concernant l'allocation de retraite. J'ai 65 ans, j'ai cotisé à la Casnos pendant 9 ans (1992 à 2000). Actuellement, je suis mère au foyer où j'ai élevé 11 enfants. Est-ce que l'âge de la prise en charge de mon allocation de retraite commence à 60 ou 65 ans ? Est-ce que l'article 11 du décret paru au *Journal officiel* du 24 février 1985, page 149, me concerne-t-il ou pas ?

Zouaghi Cherifa, Constantine

RÉPONSE : L'âge de départ à la retraite pour les femmes non salariées (affiliées à la Casnos) est de 65 ans, 60 ans pour les hommes. S'agissant du droit au bénéfice de l'allocation de retraite — comme stipulé dans l'article 11 que vous citez —, il «est reculé de 5 ans». Vous bénéficiez aussi d'une réduction d'âge pour les enfants, de 3 ans au maximum.

La pension de retraite et l'IRG

Après 32 ans de cotisations à la Sécurité sociale et également à l'IRG. Pensez-vous que c'est logique que la CNR continue à effectuer des retenues sur la pension des retraités ?

RÉPONSE : Ce n'est pas le statut du retraité qui fait qu'il doit être exonéré de l'IRG, mais plutôt le montant de sa

pension. Accepteriez-vous qu'un retraité qui perçoit une pension mensuelle de 45 millions de centimes (ça existe en Algérie, pas au niveau de la CNR) soit traité face à l'obligation de l'IRG au même titre que les retraités qui ont une pension inférieure à 20 000 DA (et qui sont exonérés de l'IRG) ?

Ai-je droit au décompte de mes deux ans dans la marine ?

Je vous saurai gré de bien vouloir m'éclairer du peu que vous pouvez en répondant à cette question dans un de vos prochains «Espace Retraite». Retraité proportionnel depuis novembre 2008, à l'âge de 59 ans, avec 30 années de cotisations pleines + 7 années de cotisation comme pensionné d'invalidité, je voudrais savoir si j'ai droit au décompte de mes deux années de cotisation dans la marine dans le cadre du service national, évidemment. Le pourcentage que la CNR m'a attribué n'est que de 75%. J'ai l'impression qu'il y a manque de clarté.

C.M., Draâ Ben Khedda, wilaya de Tizi-Ouzou

RÉPONSE : L'ordonnance n° 97-13 du 31 mai 1997, modifiant et complétant la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite (Journal officiel n°38 du 04 juin 1997) stipule qu'à partir de l'âge de 50 ans, le travailleur salarié qui réunit une durée de travail effectif ayant donné lieu à versement de

cotisations égales à 20 ans au moins peut demander le bénéfice d'une pension de retraite proportionnelle. A ce titre, ne sont validées pour le calcul de la durée de travail que : les journées pendant lesquelles le travailleur a perçu les indemnités journalières des assurances maladie, maternité, accidents du travail et du chômage ; les périodes de congés réglementaires payés ou d'indemnité compensatoire de congés payés ; les périodes durant lesquelles le travailleur a bénéficié de la pension de retraite anticipée ; les années de participation effective à la guerre de Libération nationale. Sont exclues par conséquent les années du service national, qui ne sont prises en compte que pour le départ à la retraite à l'âge légal de 60 ans.

Femme salariée et sans enfant

Je voudrais vous poser mon cas afin d'avoir plus d'éclaircissements et de conseils. J'ai travaillé pour deux compagnies étrangères en Algérie pour un total de 13 années de cotisations. J'ai quitté ma dernière compagnie en janvier 2009.

Alors ma question : mes 13 années de cotisations me donnent droit à quoi ? Une pension ou à une allocation ? Et à quel âge je pourrais introduire une demande pour recevoir ce qui m'est dû ? Sachant que je suis une femme et sans enfant.

Niama Djedda

RÉPONSE : L'âge légal de la retraite pour les femmes est de 55 ans. Vos 13 années de cotisation vous donneront droit à une allocation de retraite dont le taux est 2,5% du salaire de référence et par année de cotisation.